Burundi : L'UE demande des "enquêtes approfondies" dans des dossiers sensibles

@rib News, 14/02/2012 â€“ Source AFPLa dÃ©lÃ©gation de l'Union europÃ©enne (UE) au Burundi en a appelÃ© Ã l'indÃ©pen de la justice locale pour qu'elle Ã©lucide plusieurs affaires Â«Â emblÃ©matiquesÂ Â» dans le pays, dont des meurtres et attaque, dans une dÃ©claration parvenue publiÃ©e mardi.Â«Â L'UE suit de prÃ¨s le traitement judiciaire de plusieurs cas emblÃ©matiques au Burundi et soutient qu'une justice indÃ©pendante et efficace constitue un Ã©lÃ©ment crucial dans la rÃ©conciliation et le dÃ©veloppement de la sociÃ©tÃ©Â Â» burundaise, explique le chef de la dÃ©lÃ©gation de l'UE au Burund StÃ©phane De Loecker.
Dans cette dÃ©claration prise Â«Â en accord avec les chefs de mission europÃ©ens au BurundiÂ Â», elle appelle la justice burundaise Ã mettre Â«Â tout en Å“uvre pour que des enquÃªtes approfondies soient menÃ©es en respectant le code de procÃ©dure pÃ©nale afin d'Ã©lucider tous ces crimes odieuxÂ Â».Â«Â Tous ceux qui ont Ã©tÃ© nommÃ©s dans ces procÃ©du judiciaires devraient Ãªtre auditionnÃ©s sans distinction, afin de soutenir l'indÃ©pendance de la justiceÂ Â», estime la dÃ©lÃ©gation europÃ©enne au Burundi.L'UE dit avoir relevÃ© Â«Â des vices de procÃ©dureÂ Â» lors du rÃ©cent procÃ¨s du Â«Â massacre de GatumbaÂ Â» (prÃ¨s de Bujumbura), oÃ¹ 39 personnes avaient Ã©tÃ© tuÃ©es et une vingtaine blessÃ©es da l'attaque d'un bar au fusil d'assaut et Ã la grenade, Â«Â ainsi que le refus de faire comparaÃ®tre toutes les personnes mentionnÃ©es durant les audiencesÂ Â».Elle demande Ã©galement une enquÃªte Â«Â complÃ¨teÂ Â» dans l'assassinat d'un coopÃ©rant italien et d'une nonne croate en novembre dans la province de Ngozi (Nord), dans lequel deux Burundais ont Ã©tÃ© condamnÃ©s Ã la prison Ã vie, estimant que Â«Â d'autres personnes pourraient Ãªtre Ã©ventuellement impliquÃ©esÂ dÃ©putÃ© du parti au pouvoir avait Ã©tÃ© dÃ©noncÃ© par l'un des assassins.L'UE Ã©voque enfin l'assassinat toujours non Ã© d'un activiste anti-corruption en 2009, Ernest Manirumva, alors qu'il enquÃªtait sur un trafic d'armes au sein de la police.
Â«Â Il ne semble pas que la justice ait tenu compte jusqu'Ã prÃ©sent de plusieurs recommandationsÂ Â» dans cette affaire, dÃ©plore l'UE.